



## MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

### Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 21 février 2022

#### Délibération n° 22.01.5 - Echange d'une portion de la parcelle communale C.2178 contre une portion de la parcelle C.140 appartenant à Monsieur BRUNET Marcel.

L'an deux mille vingt-deux le vingt-et-un février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

**Date de la convocation :** mardi 15 février 2022

**Présents :** Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Christelle VIRQUIN, Elisabeth SORET, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

**Procurations :** CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, FAURE Christophe a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, FORTERRE-ROL Cindy a donné pouvoir à EDDADSI BARQANE Bouchra, ROLFI David a donné pouvoir à BONNAUD Sophie, CHEVALAZ Didier a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à DURANDO Julien, GRANDVARLET Floris a donné pouvoir à POMMERET Olivier, DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, DOMERGUE Léo a donné pouvoir à SORET Elisabeth, CHALOPIN Nathalie a donné pouvoir à CHARLES Marie-pierre, DE GRENDÉL Sonia a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, HUDDLESTONE Stéphane a donné pouvoir à GONZALES Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absent	Procurations	Votants
29	17	0	12	29

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier ;

Considérant que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de son aliénation et ses caractéristiques essentielles ;

Considérant que le conseil municipal délibère au vu de l'avis de France Domaine délivré le 08 novembre 2021 évaluant à 3 euros le mètre carré pour la parcelle cadastrée section C n°2178 appartenant à la commune des Arcs ;

Madame le Maire rappelle que la commune est actuellement propriétaire de multiples parcelles situées lieudit le Penteyaou. Elle précise que l'ensemble foncier qui s'est récemment vu élargir avec l'acquisition de la parcelle cadastrée section C n°2178 ne constitue pas une unité foncière homogène car le terrain

forme un décroché passant à la fois au nord et à l'est de la propriété appartenant à Monsieur BRUNET Marcel.

Ainsi, pour plus d'homogénéité en vue de la réalisation d'un futur projet d'aménagement public à cet emplacement ou à proximité de cet emplacement, il semble pertinent de proposer à Monsieur BRUNET Marcel d'échanger une partie de la parcelle communale cadastrée section C n°2178 contre une partie de sa parcelle cadastrée section C n°140.

Après négociation avec le propriétaire, Madame le Maire propose d'acquérir une portion de 914 mètres carré issue de la parcelle C.140 appartenant à M. BRUNET Marcel évaluée au prix de 6894 € compte tenu notamment de l'état d'entretien et de préparation du terrain.

En échange, la commune consent à céder une portion de la parcelle communale C.2178 en état de friche, d'une superficie de 2298m<sup>2</sup> afin d'équivaloir au prix susmentionné (*suivant l'évaluation des domaines réalisée le 08/11/2021 : -> 3€ x 2298m<sup>2</sup> = 6894€*) et à prendre à sa charge les frais de rédaction et de publication de l'acte.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'échanger une portion de la parcelle cadastrée C n°2178 d'une surface de 2298m<sup>2</sup> en contrepartie d'une portion de la parcelle cadastrée section C n°140 d'une surface de 914m<sup>2</sup> conformément au plan de division annexé à la présente délibération ;
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget ;
- de l'autoriser à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.**

Le Maire,

A blue ink signature of Nathalie Gonzales, written over a circular official stamp of the commune of Auzat.

**Nathalie GONZALES**